

# Quelques remarques sur «La triste farce de la victoire du non»

**Si ta critique des groupes d'extrême gauche et libertaires n'est pas fausse, elle n'en laisse pas moins transparente une certaine contre - dépendance:**

**- tout d'abord dans l'intérêt que tu y portes. Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ? Est-ce dû à ton parcours politique personnel ? Ou bien est-ce le fait d'une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes ? Cela nous laisse perplexes...**

Ensuite dans ton utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes. Cela révèle de grosses divergences entre nous quant à la perspective générale de l'analyse et aussi quant aux buts. En effet, la presque totalité du personnel politique post-gaulliste est issue des grands corps de l'Etat et ne peut absolument plus être classée, comme tu le fais, dans la catégorie des «politiciens bourgeois», mais bien dans celle des fonctionnaires du capital. La défaite de de Gaulle contre les menées giscardiennes au moment des premiers efforts de régionalisation est le signe d'un passage de témoin et il ne faut pas oublier le rôle du Général dans la liquidation de la plupart de l'ancien personnel politique pendant l'exercice de son pouvoir. Seul Mitterrand, le «petit Machiavel» est passé au travers, pour revenir au premier plan, non pas en tant que «politicien bourgeois», mais en tant que chef d'Etat (1).

De la même façon, ta référence acritique à la notion d'impérialisme est d'autant plus mal venue que l'impérialisme français est mort en 1962 et qu'il ne peut resurgir ; pas plus qu'un impérialisme européen que tu énonces et dénonces avant même qu'il n'existe ! Ce retour est encore moins envisageable sous la forme d'un impérialisme de second rang. Mais pour reconnaître cela, il te faudrait abandonner l'idée de l'existence d'un impérialisme principal (sous-entendu américain). Bref, il te faudrait raisonner en dehors de toute problématique impérialiste, ce que tu ne sembles pas prêt à faire. Aujourd'hui où nous sommes entrés dans l'époque de «l'unité guerre-paix (2)» et de la fin de tout impérialisme, la référence nationale n'est plus patriotique, mais culturelle et patrimoniale (3). A l'échelle géographique de l'Europe, la référence nationale est une référence régionale.

On retrouve cette similitude de vocabulaire avec les groupes que tu critiques, dans la facilité que tu as à leur accorder le qualificatif de «révolutionnaire». Est-ce que ton critère c'est de les croire sur parole, et dans ce cas on comprend que tu sois déçu quand ils cherchent à reformer la Gauche, ou est-ce que tu penses qu'ils font quand même partie de la grande famille diversifiée des révolutionnaires ? Dans les deux cas, tu reproduis une position avant-gardiste critiquable et intenable. Aujourd'hui, toute critique d'une perspective partidulaire de la révolution, inclut, ipso facto, la critique de la conception du révolutionnaire «professionnel», militant séparé de la classe ou des autres individus, comme on le voudra car ce n'est pas ici le problème. Or, on ne rencontre nulle part chez toi ce type de critique des néo-partis d'avant-garde.

Mais revenons-en au fond. Les remarques sur la «fierté nationale» des révolutionnaires français, fierté qui s'appuierait sur les écrits de Marx quant à la force politique du mouvement ouvrier français, ne sont plus, d'après toi, valables. Ce n'est qu'une affirmation, qu'il te faudrait étayer sérieusement.

Le fait que la France ait été le pays des révolutions a fortement imprégné toutes les couches de la population et fonctionne comme référence. Certes, cela n'est une garantie contre rien comme a pu le montrer l'épisode vichyste, mais tu sais très bien que cela joue encore un rôle à travers l'universalisme réel et non pas mythique qu'expriment un certain nombre de principes qu'on ne retrouve pas affirmés avec autant de force et de constance dans d'autres pays d'Europe ; principes que, toi, comme nous, nous défendons. On peut d'ailleurs faire ici une référence précise à cette sorte «d'égaliberté» prônée par Babeuf et qui produit encore une grande résonance dans les esprits comme au sein des conflits sociaux récents. Toute la polémique autour du «voile islamique» relève de la même spécificité à aborder les sujets en termes politiques plutôt qu'en termes sociaux et culturels. C'est patent quand on regarde la différence d'approche en Angleterre sur cette question.

Relever le caractère universaliste, à divers degrés, des révolutions qui se sont produites en France ne conduit

pas forcément à en faire une essence nationale. Or c'est ce que tu subodores dans toute référence historique à un événement politique géographiquement situé !

Ton texte semble souvent une réaction plus affective que réfléchie dans laquelle tu mélanges des à peu près (cf. les amalgames entre l'idéologie républicaine et laïque d'un côté et le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros !) et une méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance. C'est le cas des anars en particulier, mais aussi des trotskystes les plus conséquents et ne parlons pas de la mouvance altermondialiste/tiers-mondiste, muette sur cette question. Les seuls à y avoir fait ouvertement référence sont les anciens maos dont une partie est aujourd'hui dans l'establishment politique et s'avère fervente partisane du ...oui ! (4) Par contre, ce qui est bien commun à tous ces groupes, c'est une pratique souterraine au quotidien, de culpabilisation anti-française assez agressive. Cela explique en partie leurs positions plus que gênées sur le voile, leur soutien à l'appel des «Indigènes de la République», etc.

A partir du moment où tu t'engages dans cette voie, tu analyses tout en termes de chauvinisme —voire même de xénophobie. Ainsi, tu sembles aussi furieux que les journalistes du journal *Le Monde* au sujet du fameux «plombier polonais». Mais les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers «sauvages» des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire et en conséquence cela n'a rien à voir avec une question de nationalité ? Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne aurait la même réaction que le travailleur «français».

Avec le symbole du plombier polonais (pur produit médiatique dont, comme tu le dis, la quantité est infinitésimale), on est loin des émeutes antiitaliennes d'Aigues-Mortes (5) au début du XX<sup>e</sup> siècle.

### **Un mot sur l'internationalisme**

L'internationalisme prolétarien, qui n'a malheureusement été que rarement effectif et productif à l'époque des classes ouvrières combattantes, des luttes de classes et du prolétariat-sujet, est aujourd'hui hors de propos. Tu en as quelque part conscience quand tu accuses l'extrême gauche du «Non» de ne pas avoir tenté un rapprochement avec les forces révolutionnaires des autres pays de F Union européenne. Tu n'envisages donc cet internationalisme aujourd'hui, que comme un internationalisme de mini-organisations politiques, un internationalisme croupion mais européen. Ce faisant, tu ne touches pas ici le point essentiel. Ta critique du souverainisme devrait pourtant te porter à entrevoir l'ambiguïté de la notion d'internationalisme dans la mesure où elle cherche encore à s'appuyer sur l'existence d'un État-nation. Dans ce slogan, jadis, le programme prolétarien dévoilait à la fois son lien et son antagonisme avec la révolution bourgeoise et nationale. Il s'agissait, pour lui, d'affirmer sa particularité de prolétariat situé dans un État-nation qu'il combattait. Mais l'internationalisme n'est plus une possibilité dans la société capitalisée parce que :

- le capital n'est plus structuré essentiellement à partir d'une base nationale, aussi bien à son pôle capital (économie en réseau, investissements directs à l'étranger, multinationalisation et délocalisations) qu'à son pôle travail (dans un pays d'immigration traditionnelle comme la France, la force de travail n'a plus rien de nationale au sens de nationalité, même si elle continue à percevoir les transformations de ses conditions à partir d'un ancrage national, du point de vue du droit du travail et des acquis sociaux) ;

- et qu'il ne peut plus affirmer une quelconque positivité ou identité au sein de la société capitalisée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un fil historique entre universalisme et internationalisme. En fait chacun des termes renvoie à l'autre, le précède historiquement et l'engendre. L'universalisme des Lumières anticipe la révolution à titre humain que la bourgeoisie se chargera de circonscrire à la conquête de la liberté individuelle et de la propriété privée, valeurs que l'internationalisme prolétarien traduira en termes de classe. En effet, si la bourgeoisie pouvait encore conserver le terme d'universalisme dans la mesure où elle faisait coïncider idéologiquement sa position de classe avec la position de tous les individus libres - d'où le fait que tu emploies le terme de «mythe universaliste» dans ton article - ce n'est plus possible pour le prolétariat qui doit affirmer sa position contre les autres classes, dénoncer tout universalisme comme bourgeois. Cette vision perce aussi dans ton article. Or aujourd'hui, quand il s'agit d'agir en termes de révolution à titre humain et non plus à titre simplement prolétarien comme à l'époque où la classe pouvait encore s'affirmer, c'est à nouveau l'universalisme qui doit servir de référence essentielle.

L'un des défis contemporains du capital à travers la dynamique de globalisation c'est d'imposer au sein de sa société, la «société capitalisée», un multiculturalisme qui soit l'exact pendant de la multiplicité des flux qui circulent au sein de ce qu'on continue à appeler encore «l'économie». Ce multiculturalisme demande la reconnaissance de tous les particularismes comme constitutifs d'un nouveau modèle universel procédant par combinatoires et qui prend le contre-pied de celui que tu dénonces tant et qui est issu des Lumières. Si ce modèle est puissant, c'est qu'il englobe les particularismes, les identités, les cultures, les langues, les valeurs, etc. Sa capacité opératoire réside dans cette puissance de combinaison, d'amalgame de particularités homogénéisées, abstraies, de sorte qu'il ne s'agit en rien d'un dépassement (lequel déboucherait lui sur des singularités) mais d'une positivité absolue, totalisée, dont l'emblème est le réseau mondial informatique.

Il faut bien reconnaître que les Etats-Unis semblaient au plus proche de cette caractérisation avant que la «révolution néoconservatrice» ne vienne brouiller la question (6). Face à ce «modèle paradoxal (7)», la France exprime encore un peu dans son vieil universalisme (8) républicain, une tendance forte à la communauté humaine. C'est ce qui la pose de façon très ambiguë, on te l'accorde, en contre-modèle.

*Temps critiques*, juin 2005

## Notes

1. En tant que chef d'Etat... gaullien, c'est-à-dire le chef d'un Etat de type interclassiste (le vote ouvrier pour le gaullisme fut une réalité) qui s'était débarrassé de l'ancien personnel politique représentant les intérêts de la bourgeoisie patrimoniale liée à la première industrialisation.

2. Cf. «L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital», *Temps critiques*, hors série, septembre 2003 ; texte également publié dans *Violences et globalisation*, L'Harmattan, 2004.

3. Par exemple les vigneron du Languedoc-Roussillon cherchent à défendre leurs vins et les vins français, mais ils chient sur Airbus et les trusts pharmaceutiques, ces «gloires» de l'industrie «française».

4. De là d'ailleurs proviendront les accusations proférées par les staliniens contre les «hitléros-trotskistes», pendant la période 1937-1945.

5. Tes attaques systématiques contre le «Non» d'extrême gauche auraient mérité quelques précisions sur ta position quant au «Oui». Tu restes muet sur ce point, mais si le «Non» est impérialiste, pour toi, alors qu'est le «Oui» ? Une autre alternative impérialiste ? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale parce qu'il participe de la destruction de la forme Etat- nation ? On n'en saura rien...

6. Cf. CUBERO J.-R., *Nationalistes et étrangers: le massacre d'Aigues- Mortes*, PUE, 1995 ; voir aussi, BARNABA E., *Le sang des marais : Aigues- Mortes, 17 août 1893, une tragédie de l'immigration italienne*. Via Valeriano, 1993.

7. De la même façon qu'on peut s'étonner que la critique du capitalisme laisse de plus en plus de place à la critique du néo-libéralisme, on s'étonnera que l'anti-américanisme le plus courant vise davantage cette révolution conservatrice que la combinatoire multiculturaliste.

Et accessoirement, nous n'avons pas fait l'achat des cartes d'électeurs au marché noir, à la dernière minute, pour participer à cette «grande manifestation de la colère populaire».